



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

bovins

Question écrite n° 52878

Texte de la question

D'ores et déjà, 144 cas d'encéphalopathie spongiforme bovine ont été recensés en France, dont 71 cas pour la seule année 2000. On peut s'attendre, en raison du dépistage systématique actuellement en cours, à ce que le nombre de nouveaux cas détectés s'accroisse très sensiblement. L'abattage systématique des cheptels concernés reste critiqué mais apparaît néanmoins actuellement comme une garantie supplémentaire de limitation du risque de contamination. Nous savons tous combien cet abattage représente un véritable drame pour l'exploitant qui souvent a mis des années à constituer un cheptel de très grande qualité et qui, en l'espace de quelques jours, voit disparaître des années de travail. La procédure d'indemnisation mise en place semble fonctionner correctement même si, malheureusement, elle ne peut prétendre compenser le préjudice moral et le choc psychologique subis par l'éleveur. Néanmoins, il apparaît pour le moins anormal que des agriculteurs, dont la responsabilité ne peut être mise en cause, se voient contraints de déclarer le montant de l'indemnisation perçue dans leurs revenus pour que celle-ci soit soumise à l'impôt. En effet, cette indemnité est intégralement réutilisée au renouvellement du cheptel et donc à la reconstruction de l'outil de travail de l'agriculteur. M. Pierre Hellier demande donc à M. le ministre de l'agriculture et de la pêche de lui indiquer s'il entend se rapprocher de son collègue ministre de l'économie et des finances pour prendre des mesures visant à exonérer d'impôt sur le revenu les indemnités versées aux agriculteurs après l'abattage de leur cheptel victime de l'ESB.

Texte de la réponse

D'une manière générale, l'indemnité versée par l'Etat aux propriétaires des troupeaux abattus suite à la détection de l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) constitue un revenu imposable dans les conditions de droit commun. Elle concourt à la détermination du bénéfice imposable au barème de l'impôt sur le revenu, ce qui se traduit généralement par une forte augmentation de l'imposition. Aussi, afin de limiter ce ressaut d'imposition, un dispositif spécifique aux indemnités ESB a été instauré par la loi de finances initiale pour 2001 dans son article 15. Ce dispositif applicable pour la détermination des résultats des exercices clos à compter du 1er janvier 2000 prévoit que, sur option, les contribuables titulaires de bénéfices agricoles soumis à un régime réel d'imposition pourront étaler sur sept ans, par fraction égale, le revenu exceptionnel correspondant à la différence existante entre l'indemnité perçue et la valeur en stock ou en compte d'achats des animaux abattus. En outre, sur demande expresse de l'exploitant, au titre de chacun de ces sept exercices, le revenu exceptionnel sera imposé selon le régime du quotient défini à l'article 163 0A du code général des impôts, ce qui réduira la progressivité de l'impôt. Pour les exploitants qui relèvent du régime du forfait, le revenu exceptionnel correspondant à l'indemnité ESB est réputé pris en compte dans le cadre de la fixation du bénéfice forfaitaire. Enfin, afin d'éviter que l'encaissement de l'indemnité ESB conduise certains éleveurs imposés au régime du forfait collectif agricole à franchir le seuil de recettes au-delà duquel doit s'appliquer un régime d'imposition de bénéfice réel, l'indemnité ESB ne sera pas intégrée aux recettes prises en compte pour déterminer le régime d'imposition. Ainsi le régime du forfait collectif sera maintenu pour les exploitants dont le franchissement de la limite d'application de ce régime résulterait de la seule perception de l'indemnité susvisée. De même, il sera fait abstraction du montant de cette indemnité pour l'appréciation du franchissement de la limite de recettes de 1

000 000 francs en deçà de laquelle les plus-values réalisées par les exploitants agricoles sont exonérées d'impôt sur le revenu en application des dispositions de l'article 151 septies du code général des impôts.

Données clés

Auteur : [M. Pierre Hellier](#)

Circonscription : Sarthe (1^{re} circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 52878

Rubrique : Élevage

Ministère interrogé : agriculture et pêche

Ministère attributaire : agriculture et pêche

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 30 octobre 2000, page 6166

Réponse publiée le : 26 mars 2001, page 1789